

AU DELA DES FRONTIERES DE LA SCIENCE: LA RESPONSABILITE SOCIALE DES UNIVERSITES AU BRÉSIL

Résumé: Dans un monde globalisé, la responsabilité sociale des universités tend à s'étendre au-delà de leurs propres frontières. Les institutions peuvent apporter une contribution à la vie des communautés locales en termes d'emploi, d'avantages sociaux, d'éducation et de services de santé. Cet article expose les possibilités d'articulations entre l'université et la collectivité, soulignant ainsi le rôle de la responsabilité sociale universitaire brésilienne et plus particulièrement, l'expérience de l'Université de Fortaleza.

Mots-clés: Responsabilité Sociale. Développement Durable. Université.

De nouveaux défis à relever pour les jeunes générations

Dans le monde entier, les nouvelles générations devront relever plusieurs défis qui ne concernaient pas les générations précédentes. Le premier défi est celui de la prise en considération de la question écologique: le réchauffement global de la planète provoque des pertes pour l'agriculture et par conséquent pour la production des aliments; un manque de ressources naturelles se profile.

Un autre défi est de faire face à la rétraction du marché du travail. La vitesse des transformations technologiques et l'intégration de la science et de la technique dans le processus de production ont provoqué la hausse du chômage. Le marché actuel du travail exige de nouvelles compétences, des professionnels plus qualifiés qui soient flexibles aux changements continus.

La mondialisation de l'économie provoque des concurrences globales entre demandeurs d'emploi. Un jeune brésilien ou français aura la concurrence d'autres jeunes étrangers pour les postes vacants dans leur propre pays.

Un autre défi est d'enrayer la hausse de la pauvreté. En effet, les sociétés sont de plus en plus inégales et les indices d'exclusion augmentent dans le monde.

On peut donc très sérieusement s'interroger sur les orientations que prendront les sociétés où nous vivons si nous n'adoptons pas, dès aujourd'hui, une attitude

socialement responsable. En particulier, toutes ces questions sociales exigent une réflexion profonde sur les finalités de l'enseignement supérieur.



Les mutations de l'enseignement supérieur

En juillet 2001, un Livre Vert intitulé *Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises* a été lancé par la Commission européenne. Parmi les différentes orientations définies dans ce document, une a retenu particulièrement notre attention. Elle consiste à identifier les moyens de parvenir à la construction d'une économie fondée sur la connaissance, plus dynamique et compétitive dans le monde, capable d'une croissance durable avec une plus grande cohésion sociale. Cette ambition européenne ne fait que confirmer la nécessité pour les universités de s'impliquer dans des actions communautaires dans le domaine de la responsabilité sociale.

Au Brésil, la question de la responsabilité sociale universitaire est débattue depuis 1996, mais a effectivement été consolidée en tant que pratique à partir des années 2000. Comme dans d'autres pays, les secteurs publics et privés commencent à s'organiser pour cette nouvelle demande à l'égard des établissements de formation.

La responsabilité sociale de l'établissement d'enseignement supérieur comprend l'application d'actions motivées par les préceptes de l'inclusion sociale, la promotion de l'égalité des opportunités, une meilleure qualité de vie et le respect de l'environnement. L'université est considérée comme un centre de formation du capital humain. La notion de capital humain rappelle l'importance d'investir dans les personnes, en particulier dans la santé, l'éducation, l'emploi. De nouvelles missions institutionnelles sont donc à l'ordre du jour pour les universités. Les formations universitaires vont davantage s'orienter vers l'acquisition:

- de valeurs liées au développement humain, aux droits de l'homme et du citoyen;
- de valeurs propres à la citoyenneté à partir du développement des projets sociaux;
- de compétences techniques et sociales facilitant l'entrée dans le monde du travail.

En particulier, au Brésil, les actions engagées pour lutter contre les inégalités sociales visent à offrir aux personnes la possibilité de s'émanciper dans un pays marqué par de grandes disparités héritées de l'histoire du pays.

Les inégalités sociales au Brésil et les marques de l'histoire

Pendant la colonisation du Brésil au XVI^e siècle, les contingences stratégiques et géographiques ont divisé ce vaste territoire en deux grandes régions: la côte et l'intérieur. Cette division marque une étape importante, car elle entraînera plus tard des conséquences politiques et démographiques (CAPPELLIN, 2004). La plupart des centres urbains se sont développés le long ou près de la côte, mais ils n'ont pas évolué au même rythme de croissance. Les régions les plus riches du pays se situent au sud et sud-est et les plus pauvres au nord et nord-est (IBGE, 2003, 2004, 2005).

Le Nord-est avec son climat semi-aride et des sécheresses régulières est depuis longtemps confronté à de très graves problèmes d'inégalités. C'est la première région à avoir été colonisée et elle a hérité de la politique de l'époque de l'esclavage. Entre le XVI^e et XVII^e siècle certains propriétaires de grandes plantations sucrières ont monopolisé le pouvoir politique et économique (DINIZ, 1995). Les inégalités socio-économiques ont toujours été un gros problème pour le pays. Depuis la période coloniale jusqu'à nos jours, des disparités régionales et des taux de pauvreté élevés caractérisent l'ensemble de la population. Le Brésil figure parmi les dix pays les plus inégalitaires du monde (FAUSTO, 1996).

Dès les premières années de la colonisation, les Portugais ont tiré beaucoup de profit de l'exploitation des ressources naturelles. Le système commercial était alors inexistant et le Portugal n'était pas suffisamment peuplé pour remplir le vaste territoire du Brésil. Initialement, les Portugais ont cherché de l'or et ont fini par découvrir le bois-brésil qui fût exporté vers la côte nord de l'Europe. Toutefois, c'est la canne à sucre qui a contribué au développement du marché européen capitaliste.

Les Indiens, réduits en esclavage au milieu du XVI^e siècle et par la suite les Africains, ont permis l'exploitation du sucre (1530-1650, environ) et la colonisation dans le nord-est du Brésil. Dès le XVII^e siècle, l'or et les diamants découverts dans le Centre-est et le Sud-est sont devenus les principaux produits d'exportation.

Puis avec le traité de Methuen, l'Angleterre a confisqué aux Portugais l'or extrait au Brésil soutenant ainsi la révolution industrielle anglaise au lieu de promouvoir le pays (LIBRARY OF CONGRESS, 1997).

La colonisation du Brésil a créé une structure de pouvoir interne avec un petit nombre de grands propriétaires des terres (que nous appelons les oligarques) et une masse considérable d'esclaves et de travailleurs libres. Cependant, le vaste territoire d'un accès facile, et le nombre relativement faible de colons portugais, a exigé des investissements importants et de nombreux esclaves pour promouvoir la culture à grande échelle (Prado, 1980). Certains historiens brésiliens (Hollanda, 1995; Furtado, 1991) affirment que l'inégalité a ses origines dans ces oligarchies qui se sont installées dans le Nord-est du Brésil: ce sont ces grands propriétaires de terres qui contrôlent la population locale en échange de faveurs politiques et de protection.

En 1822, l'indépendance du Brésil n'a changé ni la structure économique ni le contexte politique et social. Le Brésil a poursuivi son rôle d'exportateur de matières premières vers l'Europe et plus tard les États-Unis. Au XIX^{ème} siècle, la culture du café a remplacé l'extraction de l'or, dans le Sud et le Sud-est. Après l'abolition de l'esclavage en 1888, des immigrants européens, principalement italiens, ont pris en charge les plantations de café.

Au lieu de provoquer une lutte des classes au Brésil, l'indépendance a fait naître une opposition entre oligarchie rurale et marchands de la couronne portugaise. Ce n'était donc pas le résultat d'un mouvement populaire. Dom Pedro I (fils du roi du Portugal et ancien roi du Brésil) installa dans l'État un système centralisé et bureaucrate, dans lequel le peuple avait besoin d'intermédiaires pour l'accès à l'éducation, la santé et le travail. Cela n'était pas conçu en référence aux droits formels mais en fonction de faveurs privées dispensées de manière inégalitaire.

Vers le XX^{ème} siècle, interviennent de nouveaux acteurs dans le système politique : les bureaucrates, les militaires et les banquiers. Ils constituent la nouvelle élite, dont la stratégie est de dominer l'État en faveur de leurs intérêts. Plus tard, l'industrialisation et le développement économique deviennent l'expression des gouvernements populistes et dictatoriaux.

L'idéologie populiste se résume à un lien entre le nationalisme et le paternalisme, qui a émergé dans les années 30, coïncidant avec l'industrialisation du Brésil, et caractérisée par un contrôle de la société par l'État. Dans les années 50,

commence une phase de mouvements de gauche rejoints par les secteurs progressistes de l'Église et les mouvements populaires opposés au capitalisme brésilien.

Puis, vient la dictature militaire de 1964 (1964-1984). Le coup d'Etat militaire s'est produit au nom du risque pour la sécurité nationale et contre les mouvements de gauche, considérés comme subversifs. C'était l'époque de la torture et de la répression. En termes économiques, le gouvernement militaire a accéléré le processus d'industrialisation. C'est l'époque du miracle brésilien: cinquante ans de croissance en cinq années, qui ont causé une importante dette extérieure. Cependant, ce modèle a entraîné une forte concentration des revenus dans les classes supérieures et des politiques salariales régressives pour les classes inférieures. Le régime militaire a promu une forte concentration de centres de production industrielle comme Sao Paulo et a intensifié l'exode rural (ROCHA, 2002).

La crise pétrolière de 1979 et l'interruption du financement extérieur ont provoqué une grave crise dans la balance du commerce brésilien (MIRANDA, 2001). Incapable de contrôler l'hyperinflation, de répondre aux accusations de corruption, poussé aussi par les mouvements sociaux, le gouvernement militaire a été contraint d'ouvrir des canaux pour le retour de la démocratie, un processus connu sous le nom «d'ouverture».

En résumé, le Brésil possède de nos jours des ressources naturelles abondantes et un réel potentiel de développement agricole, cependant, un grand nombre de Brésiliens vit dans la pauvreté (RAY, 2003). La violence ainsi que la destruction de l'environnement sont devenues monnaie courante. Alors que le Brésil est toujours considéré comme un pays en voie de développement, les Brésiliens s'interrogent sur leur destin et l'avenir du pays.

La démocratie et la lutte contre la pauvreté

Dans les années 80, un mouvement appelé *“les élections directes, maintenant”* impose des élections présidentielles. Cette élection indirecte est remportée par la gauche. Le candidat élu décède avant son entrée en fonction. Son adjoint est incapable de juguler l'inflation. Au Brésil, les années 1980 sont

considérées comme une décennie perdue sur le plan économique, avec une grande augmentation de la dette extérieure.

En 1988, arrive une nouvelle Constitution, appelée "*la citoyenneté*", qui garantit des droits politiques et sociaux collectifs. Un an plus tard, vient la première élection présidentielle directe remportée par le candidat néolibéral qui favorise les privatisations et les investissements étrangers. Des problèmes de corruption conduisent à la destitution de ce président par le biais de "*l'impeachment*".

Le vice-président qui le remplace réussit à monter une équipe capable de mettre fin à l'inflation par l'intermédiaire du Plan Real. L'auteur de ce plan économique est Fernando Henrique Cardoso, qui sera par la suite, élu président de la République en 1994.

Ce président a attiré des investissements étrangers et privilégié les relations commerciales avec les autres nations de l'hémisphère sud ce qui a permis de consolider le projet du Mercosul (le commerce en Amérique du Sud), obtenant une plus grande autonomie par rapport à la dépendance économique du Brésil vis à vis des États-Unis (qui entre 1995 et 2002 est le principal investisseur au Brésil).

Fernando Henrique Cardoso crée une série de programmes de lutte contre la pauvreté (Bourse-Ecole) (ROCHA, 2002). En 2002, il perd l'élection présidentielle contre Luiz Inacio Lula da Silva du Parti des Travailleurs (PT), qui la remporte avec la promesse de donner la priorité aux questions sociales. Il lance plusieurs campagnes de lutte contre la pauvreté comme « *Famine Zéro* », en se concentrant sur la population dans le Nord-est et élargit le champ d'application de la Bourse-Ecole : les familles qui gagnent jusqu'à 50 euros par mois, reçoivent jusqu'à 67 euros pour maintenir les enfants à l'école (MIRANDA, 2001).

En 2009, 12,4 millions de foyers bénéficient de cet avantage, avec un budget de 4 millions d'euros. Ce programme contribue à la diminution de l'inégalité des revenus dans le pays. Bien que beaucoup ait été fait pour réduire la pauvreté, de graves problèmes subsistent: des différences régionales et socio-économiques, une justice lente, la corruption en politique ainsi que la violence, le travail forcé, le crime organisé et le trafic de drogue (OIT, 2003). Tous ces faits révèlent un double problème: la répartition inégale des biens entre la population et la pression

environnementale. Dans le milieu rural, les ressources naturelles manquent et dans les villes, les bidonvilles prolifèrent.

Lors des dernières élections (2010), a été élu au second tour, la candidate soutenu par Lula, Dilma Russeff, dont son projet est: le Brésil a un nouveau projet de nation, capable d'offrir des opportunités pour tous les brésiliens. À l'avenir, la croissance économique et la justice sociale ne sera pas antagonistes, ainsi que la durabilité et le développement. Le Brésil devrait lancer dans le monde actuel comme un pays capable de relever les défis d'un monde globalisé.

En conclusion, le Brésil a expérimenté de nouvelles formes de lutte contre la pauvreté et de promotion des efforts vers l'égalité et la démocratie. En même temps, le pays progresse économiquement. Cependant, la complexité de la situation sociale, politique et économique ainsi que les vestiges coloniaux montrent que la recherche d'une solution juste et équitable pour le peuple brésilien constitue un grand défi.

La mondialisation et l'environnement au Brésil: enjeux et défis

Au Brésil, sont nés des antagonismes entre partisans de la croissance économique et défenseurs de l'environnement. L'économie brésilienne est entrée dans la mondialisation en se spécialisant dans l'exportation intensive de ressources naturelles. Une pollution globale et locale s'est installée (YOUNG, 2007). Ce processus a conduit à une double exclusion: la répartition inégale des biens (seule la population la plus favorisée bénéficie de la richesse produite) et la pression sur l'environnement.

Dans le milieu rural, les ressources naturelles, pilier de la communauté, manquent. Dans les villes, des bidonvilles dégradés se développent avec un assainissement médiocre voire inexistant. Nous avons vu que les pressions sur l'environnement et la perte de zones boisées au Brésil ont évolué au cours de l'histoire en fonction des cycles économiques du XV^{ème} siècle au XIX^{ème} siècle (le bois du Brésil, le sucre, l'élevage, l'or et le café).

Toutes ces activités liées à l'utilisation prédatrice des ressources naturelles n'ont pas été pratiquées de manière durable. Des problèmes similaires peuvent être observés aujourd'hui, comme l'exploitation minière, par exemple, et l'exploitation effrénée du bois dans les zones frontalières de l'Amazonie. Ces entreprises apportent peu de progrès dans le développement social et une grande dévastation de l'environnement (LUSTOSA,2003).

Le Brésil est le plus grand pays d'Amérique du Sud, avec 190 millions d'habitants, répartis dans un contexte de grandes inégalités sociales et économiques entre les régions, avec des taux alarmants de pauvreté, concentrés principalement dans le Nord et le Nord-est. Malgré les abondantes ressources naturelles et l'existence de grands centres technologiques, un contingent énorme de Brésiliens vit en dessous du seuil de pauvreté (IBGE, 2000).

Plusieurs facteurs historiques ont entraîné des inégalités économiques et sociales. Une longue période de colonisation portugaise, suivie par la réforme populiste, le régime militaire (dictature), la dette extérieure et de graves problèmes de corruption qui sont présents jusqu'à aujourd'hui, marquent non seulement la politique, mais aussi la détermination des conditions dans lesquelles le peuple brésilien vit et travaille. Des problèmes persistent: l'accès à l'éducation, y compris dans les universités (70% sont privées et 30% sont publiques, mais seulement 30% des Brésiliens entre 18 et 24 ans fréquentent une université), la croissance des d'emplois précaires (marché informel), le manque d'accès à la santé etc.

Le Brésil est un pays d'extrêmes paradoxes qui se vante du titre de douzième économie mondiale mais qui occupe la honteuse soixante treizième place dans le classement du développement humain (ONU, 2010). La disparité de ces chiffres peut être vérifiée, non seulement dans les différences de développement entre les régions du Brésil mais aussi dans la pratique. En effet, on pointe d'énormes lacunes dans l'accès aux droits fondamentaux comme le droit à la santé, à l'éducation et au travail. Faire face aujourd'hui à ces défis est une tâche qui prendra plusieurs décennies pour équilibrer une nation divisée entre un petit nombre d'inclus une grande masse d'exclus.

Tout récemment, l'idée que le gouvernement ne peut pas fournir une qualité de vie égale pour tous les citoyens est partagée. Par conséquent, d'autres moyens sont recherchés pour répondre aux besoins fondamentaux de la population. Cela conduit

à attribuer un rôle clé aux entreprises et aux universités pour assurer des conditions de vie meilleures aux plus pauvres en investissant dans les programmes sociaux et environnementaux.

Ces mesures engendrent la nécessité d'une participation plus grande des citoyens aux débats politiques et aux décisions collectives (GRIES, 2006). Une étape importante de cette prise de conscience a débuté avec la création de l'Institut Ethos en 1998. C'est une association dont le but est la diffusion de pratiques socio-environnementales (INSTITUTO ETHOS, 2004). Le devoir de s'inscrire dans l'histoire du pays et de relever les défis dans leur région et dans leur Etat s'est imposé aux universités brésiliennes, publiques ou privées. Avec les faibles indices de développement humain au Brésil, il est clair que le principal objectif est le développement des personnes, principalement dans les régions pauvres, comme le Nord-est du Brésil.

La dimension de la responsabilité sociale et des engagements de l'université

Considérer le concept de responsabilité sociale de l'université, signifie qu'on ne confond pas les pratiques d'enseignement avec les actions des organisations non gouvernementales (ONG), des institutions philanthropiques ou de bienfaisance ou de toute autre organisation dans le secteur tertiaire (CALDERON, 2008).

Les projets socio-environnementaux dans l'enseignement supérieur s'inscrivent dans les stratégies et les espaces d'apprentissage. Non seulement le développement des valeurs de la citoyenneté est visé mais aussi l'acquisition des connaissances techniques fondamentales dans la formation professionnelle ou pour accéder au monde du travail. Ces grands objectifs constituent les piliers fondamentaux de l'éducation pour le XXI^{ème} siècle proposés par l'UNESCO (2000).

Cette responsabilité ne doit pas se résumer à la simple initiative d'un laboratoire ou d'un département, c'est toute la structure universitaire qui va remplir cet engagement vis à vis de la société. La prise en compte de valeurs tournées vers le développement humain conduit à la conception de programmes et de projets pédagogiques qui vont faire évoluer l'institution s'appuyant sur des valeurs telles que: le respect de la dignité de la personne humaine, de sa liberté, de son intégrité.

Dans le domaine social les recherches pour l'équité, l'acceptation et l'appréciation de la diversité, la solidarité, la participation constituent des réflexions en vue de construire d'autres formes d'organisations. S'engager dans des causes locales en fournissant des espaces pour la formation, soutenir les actions environnementales, veiller au recrutement parmi les victimes d'exclusion sociale, établir des relations positives avec la communauté locale dans la formation d'un capital social telles sont, par exemple, les dimensions d'un établissement socialement responsable.

Une gestion de l'université responsable, fondée sur des valeurs portées par une éthique, est bâtie sur des objectifs compatibles avec le développement durable de la société qui engagent toute la communauté universitaire. Ces principes de travail font de l'institution un moteur de la transformation sociale. En effet, les institutions interagissent avec leur environnement physique, elles sont alors impliquées dans l'éducation environnementale de la communauté.

Le concept de gestion responsable résulte d'une initiative récente, en particulier lorsqu'elle est appliquée au secteur éducatif et conduit à des positions divergentes. Dans une vision plus contemporaine, les institutions (et peu importe qu'elles soient publiques ou privées) sont les membres d'une société, ce qui implique que l'établissement participe à son fonctionnement dans une démarche coopérative. Dans le monde, on observe d'ailleurs que le secteur des entreprises s'est progressivement adapté à cette nouvelle posture de l'engagement pour les questions sociales ou pour l'adoption de comportements responsables envers la société.

La même approche peut-elle s'appliquer aux établissements de l'enseignement supérieur publics ou privés? C'est l'engagement de l'Enseignement, de la Recherche et son extension avec les aspects sociaux du développement qui est alors en question, confronté aux missions traditionnelles des universités. Notre regard se portera d'abord sur le projet de l'UNIFOR à Fortaleza pour définir les contours d'une université socialement responsable dans l'ensemble de ses dimensions.

L'exemple de l'Université de Fortaleza (Etat du Ceará)

Avant de présenter le projet d'établissement de l'UNIFOR¹, nous précisons le contexte dans lequel est implanté l'établissement: l'Etat du Ceará. L'Etat du Ceará est situé dans la région nord-est du Brésil. C'est la quatrième extension territoriale de cette région et la dix-septième parmi les Etats du Brésil en termes de surface. Le produit Intérieur Brut (PIB) est de 15 millions d'euros. Son économie est basée sur le tourisme avec plus de 2 millions de visiteurs par an. C'est le secteur des services qui représente la part la plus importante des richesses créées dans le Ceará : 70,91%. Le secteur de l'industrie génère 23,07% de la richesse et l'agriculture 6,02%.

En ce qui concerne la division géopolitique, l'État est composé de 184 municipalités. Sur plus de 8 millions de personnes vivant au Ceará, 75% d'entre elles sont installées dans les zones urbaines. Plus de 99% de la population occupe les zones urbaines considérées parmi les quatre les plus inégalitaires du monde (IPEC, 2010). Parmi ces 184 communes, seulement 20, soit environ 11% disposent d'une infrastructure satisfaisante et abritent la moitié de la population de l'Etat. Fortaleza² a, malgré cela, les meilleurs indices de développement et représente 29% de la population de l'Etat. Cela démontre que la grande majorité des 164 villes a des indicateurs économiques et sociaux considérés comme faibles (BRASIL, 2010).

L'Etat a l'un des pires indicateurs économiques dans le pays: 48% de la population vit dans la misère, avec en moyenne 68 euros par mois. En ce qui concerne la capitale, Fortaleza, le laboratoire pour l'étude de la pauvreté (LEP, 2010) de l'université fédérale du Ceará, affirme qu'il faudrait près d'un siècle pour sortir du seuil de pauvreté.

En ce sens, nous avons besoin de stratégies d'urgence, visant à la création d'emplois et de revenus. Par conséquent, une meilleure éducation et une meilleure santé publique sont espérées. Ces mesures sont fondamentales pour changer le

¹ Le nombre d'étudiants de l'UNIFOR: 23.139 ; nombre de personnels enseignants: 1.158 ; - la surface du campus: 770.000m² ; - plan du campus. Disponible en: <http://www.unifor.br/index.php?option=com_content&view=article&id=2199&Itemid=1353>. Accés: mai 2010.

² Nombre d'habitants à Fortaleza, la capitale de l'État de Ceará: 3.231.116. Universités qui sont présentes à Fortaleza: Universidade Federal do Ceará (UFC), Universidade de Fortaleza (UNIFOR), Universidade Estadual do Ceará (UECE); Faculdade 7 de Setembro; Faculdade Lourenço Filho; Faculdade Farias Brito; Faculdade Lourenço Filho; Faculdade Getúlio Vargas (FGV); Faculdades do Nordeste (FANOR); Faculdade Christus e Faculdade Integrada do Ceará (FIC)

scénario de l'inégalité du Ceará. En matière de santé, l'assistance de base et le manque d'attention surchargent les hôpitaux. Il existe 253 hôpitaux, un lit pour 1000 habitants. Le système de santé unifié (SUS) dépense environ 13 euros par an et par habitant.

Le projet de l'UNIFOR

L'Université de Fortaleza (UNIFOR) est une des seules universités brésiliennes à insérer la responsabilité sociale et environnementale comme une pratique pédagogique de l'enseignement supérieur. La communauté universitaire travaille aussi pour l'accès à l'éducation, la santé, la justice, l'emploi de la population la plus défavorisée située à proximité du campus. La réalisation des activités universitaires est fondée sur une éthique de la responsabilité partagée entre l'état et la société, dans l'engagement de l'université à répondre aux besoins de l'inclusion communautaire. C'est avec ces principes de responsabilité environnementale que l'engagement de l'UNIFOR pour le développement de l'écologie et la justice sociale est confirmé.

La relation avec la communauté est renforcée par la priorité donnée aux investissements dans l'éducation, la culture, l'environnement et à la promotion de la citoyenneté. Au sein du campus, différents services sont mis à disposition des habitants de la communauté proche (hôpital, maison de la justice et du droit, centre culturel, musée et ateliers de pratique artistique, équipements sportifs, centre de formation professionnelle, école). Selon leur spécialité, les étudiants interviennent dans la vie quotidienne des habitants, avec leurs professeurs, en fonction de leur domaine (droit, santé, éducation, psychologie, arts, psychologie, par exemple). Dans cette perspective, diverses initiatives ont été prises telles que:

- la mise en œuvre d'un centre de gestion de l'environnement (NUGEA) visant à réduire le gaspillage d'énergie et à augmenter l'efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles et la protection de l'environnement (en particulier des animaux en voie de disparition se promènent en liberté sur le campus);
- l'éducation et la formation professionnelle des jeunes et des adultes avec un programme de bénévolat pour la mise en œuvre d'actions et de programmes

éducatifs et sociaux tels que le Centre de Perfectionnement Professionnel (stages pour les étudiants de niveau moyen et supérieur) ;

- un projet "citoyen de l'avenir" qui offre aux jeunes et aux adultes des communautés défavorisées, l'amélioration de leurs compétences en lecture et écriture et la possibilité de participer à des activités sportives, culturelles et d'inclusion socio-économique (Centre d'Application de la technologie de l'information (NATI) et Centre de l'enseignement à Distance);

- le soutien à la science et la technologie grâce à l'initiation scientifique;
- la diffusion de la culture universelle, nationale et locale comme facteur d'intégration socio-économique.

- l'accès aux soins médicaux (NAMI) ;

- l'accès à la justice dans le Bureau de la Pratique Juridique ;

- le financement d'une Ecole d'application Yolanda Queiroz pour enfants de milieux défavorisés, partenaire de l'université pour la conduite de projets éducatifs et environnementaux.

En adoptant cette stratégie, l'Université de Fortaleza fait converger ses objectifs avec ceux du Millénaire. Elle se positionne pour la réduction de l'extrême pauvreté et de la famine. Elle participe au développement d'une éducation de qualité pour tous. Elle promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en s'intéressant à la question des revenus des femmes chefs de famille.

L'Université de Fortaleza œuvre aussi à la réduction de la mortalité infantile en améliorant la santé des femmes. Elle instaure des contrôles réguliers et des campagnes de prévention, propose des consultations médicales et des soins infirmiers en particulier pour un suivi des femmes enceintes et des personnes âgées. Les soins dentaires, les prothèses auditives ainsi que le suivi de la nutrition sont aussi pris en charge. L'université participe aux campagnes pour l'éducation sanitaire et les vaccinations pour combattre les Maladies Sexuellement Transmissibles et d'autres maladies.

L'université est partie prenante dans la démocratisation de l'accès aux technologies de l'information en facilitant l'exercice de la citoyenneté grâce au numérique et en permettant d'accéder à la formation par le biais de programmes pédagogiques en ligne.



Conclusion: responsabilité sociale et démocratie

Nous avons constaté, en introduction, que les nouvelles générations, dans le monde entier, devront relever des défis qui ne concernaient pas leurs aînés. Les questions soulevées dans cet article nous ont conduits à réfléchir sur les objectifs de l'éducation au niveau supérieur.

Les orientations que prend aujourd'hui la civilisation occidentale aura de fortes conséquences sur les générations du futur. La responsabilité sociale est au cœur de ces choix qui engagent l'avenir des jeunes générations.

L'université est définie comme un centre de formation du capital humain³. La promotion socialement et écologiquement responsable de l'éducation inclut la formation de personnes qualifiées moralement compétentes capables de prendre des décisions face à des questions sociales. L'introduction de la responsabilité sociale des universités correspond à un changement d'attitude de la communauté universitaire et à l'acquisition de nouvelles compétences pour une autre éducation, une nouvelle forme d'humanisme.

Les institutions sont incitées à développer leurs actions en vue de favoriser l'engagement des étudiants à travers l'éducation à la citoyenneté et le développement durable. Un fonds national pour l'enseignement et la recherche destiné à soutenir des projets sociaux qui seront élaborés par les institutions devrait voir le jour.

Au Brésil, un grand nombre d'universités ne prend pas encore en compte ces réalités dans leur mode de fonctionnement, mais les établissements ont commencé à s'organiser pour intégrer ces dimensions. Bien sûr, leur rôle reste modeste face aux défis à relever, mais ils peuvent tracer un chemin qui devrait conduire à une restructuration plus profonde de l'enseignement supérieur.

Ce nouveau rôle de l'université ne devrait pas, cependant, être la mission d'un seul laboratoire ou d'un seul département. C'est l'ensemble des valeurs qui portent la structure universitaire qui sont mobilisées pour faire vivre la démocratie. Le projet de l'UNIFOR constitue une démarche originale. Il montre qu'à l'image de l'Etat,

³ Le capital humain dans le but d'investir dans les personnes. Actions engagées socialement qui visent à offrir des opportunités de développement personnel.

l'université et ses partenaires, peuvent développer des solidarités en instituant des pratiques qui prennent en compte les réalités sociales des habitants d'un territoire.

Merci

Nos remerciements à CAPES - Coordination de l'Amélioration de l'Enseignement Supérieur du Personnel, pour leur soutien et le financement de cette recherche.

ALÉM DAS FRONTEIRAS DA CIÊNCIA: A RESPONSABILIDADE SOCIAL DAS UNIVERSIDADES NO BRASIL

Resumo: Em um mundo globalizado, a responsabilidade social das universidades tende a se expandir para além de suas próprias fronteiras. As instituições podem contribuir para a vida das comunidades locais em termos de emprego, benefícios, educação e serviços de saúde. Este artigo discute a possibilidade de ligações entre a universidade e a comunidade, enfatizando o papel da universidade a responsabilidade social brasileira e em particular a experiência da Universidade de Fortaleza.

Palavras-chave: Responsabilidade Social. Desenvolvimento Sustentável. Universidade.

BEYOND THE FRONTIERS OF SCIENCE: SOCIAL RESPONSIBILITY OF UNIVERSITIES IN BRAZIL

Abstract: In a globalized world, the social responsibility of universities tends to expand beyond their own borders. Institutions can contribute to the lives of local communities in terms of employment, benefits, education and health services. This article discusses the possibility of links between the university and the community, emphasizing the role of the Brazilian university social responsibility and in particular the experience of the University of Fortaleza.

Keywords: Social Responsibility. Sustainable Development. University.

Bibliographie

BRASIL. INSTITUTO ETHOS DE EMPRESAS DE RESPONSABILIDADE SOCIAL. Disponível em: <<http://www.ethos.org.br>>. Accès: mai 2010.

BRASIL. INSTITUTO DE PESQUISA ECONÔMICA APLICADA (IPEA). Desigualdade, Pobreza e Bem Estar Social no Brasil (1981/95). Disponível em: <<http://ipea.gov.br/sites>>. Accès: avril 2010.

BRASIL. INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATÍSTICA (IBGE). Pesquisa Nacional de Saneamento Básico. Rio de Janeiro: IBGE, 2002.

BRASIL. INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATÍSTICA (IBGE). Contas Regionais do Brasil 2003. Disponível em: > http://www.ibge.gov.br/home/estatistica/população/condicaodevida/indicadoresminimos/sinteseindcsociais2004/indic_sociais2004.pdf,09/16/2005. Accès: avril 2010.

BOLLAN, V.; DA MOTTA, M. V. **Responsabilidade Social no Ensino Superior.** In: Responsabilidade Social. v.3, jun. São Paulo: ABEMES, 2008.

CALDERÓN, A. I. **Doze Premissas para a Construção de uma Política Institucional de Responsabilidade Social nas IES.** In: Responsabilidade Social. v.3, jun. São Paulo: ABEMES, 2008.

CAPPELIN, P; GUILIANI, G. **The Political Economy of Corporate Social Responsibility** In : Brazil- Tecnology, Business and Society. Geneve: United Nations Research Institute for Social Development, 2004.

CEARÁ. LABORATÓRIO DE ESTUDOS DA POBREZA (LEP). Pobreza poderia ser extinta no Ceará em 32 anos. In: Jornal Diário do Nordeste. Fortaleza, 7 de abril de 2010. Caderno Negócios, p. [1].

DESAULNIERS, J. R. **Responsabilidade Social & Universidade.** Canoas/Rio Grande do Sul: ULBRA/EDIPUCRS, 2008.

DINIZ, C. C. A. **Dinâmica Regional Recente da Economia Brasileira e Perspectivas.** Texto para discussão n.375. Brasília: IPEA, 1995.

EVANS, P. **Dependent Development: The Alliance of Multinational, State and Local Capital in Brasil.** Princeton: University Press, 1979.

FAUSTO, B. **História do Brasil.** São Paulo: Universidade de São Paulo/Fundação para o Desenvolvimento da Educação, 1996.

FURTADO, C. **Formação Econômica do Brasil.** São Paulo: Nacional, 1996.

GRIESE, M. A. The Geografic, Political and Economic Context for Corporate Social Responsibility in Brazil. **Journal of Business Ethics.** v. 73, n.1, jun. 2007.

Disponível em: < <http://www.springerlink.com/content/100281/>. Accès: mars 2010.

HOLANDA, S. B. **Raízes do Brasil.** São Paulo: Companhia das Letras, 1995.

LUSTOSA, M. C. J. **Meio ambiente, inovação e competitividade na indústria brasileira: a cadeia produtiva do petróleo,** 2002. 300f. Tese (doutorado)- Instituto Brasileiro de Economia, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2002.

MIRANDA, C. **Abertura Comercial, Reestruturação Industrial e Exportações Brasileiras na Década de 1990.** Brasília: IPEA, 2001.

ORGANIZAÇÃO DAS NAÇÕES UNIDAS (ONU). Disponível:

<http://moglobo.globo.com/integra.asp?txtUrl=/economia/mat/2010/03/19/quatro-capitais-brasileiras-estao-entre-as-mais-desiguais-do-mundo-diz-onu-916122672.asp>

Accès: mars 2010.

ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO TRABALHO (OIT). Combate ao Trabalho Escravo: 2003. Estatísticas. Disponível em: <http://

www.ilo.org/public/portugue/region/ampro/Brasília/trabalho_forcado/brasil/estatística_s.htm>. Accès: mars 2010.

PRADO, C. Jr. **Evolução Política do Brasil.** São Paulo: Brasiliense, 1980.

RAY, D. E. **Brazilian Acreage Potential is Larger than Previously Thought,** Agricultural Policy Analysis Center (APAC). University of Tennessee. Disponível em: <<http://www.apacweb.ag.utk.edu/weekcol/130.html>>. Accès: janvier, 2009.

ROCHA, G. M. Neodependence in Brazil. **New Left Review.** 16, (jul./aug.), 2003.

TERZIAN, F. País de Extremos. **Revista França Brasil.** Publicação Bimestral da Câmara de Comércio França-Brasil. São Paulo: Segmento, Jun/Jul de 2003, nº 259, p.34.

YOUNG, C. E. F. Desenvolvimento e meio ambiente: uma falsa incompatibilidade. **Ciência Hoje,** v.73, n. 5, p.120-134, sept/oct. 1995.

U.S. LIBRARY OF CONGRESS: Brazil. Disponível em:

<<http://www.countrystudies.us/brazil>>. Accès: mars 2010.

Recebido em: 20/06/2014

Aprovado em: 11/05/2015